

Le TOBS peut souffler

Votations Dans la cité seelandaise, la population dit largement oui aux crédits d'engagement pour le Théâtre Orchestre Bienne Soleure et la Bibliothèque municipale. Un soutien pour la culture dans son ensemble.

Maeva Pleines

Un oui clair et une campagne du non sans réel impact. Voilà, en somme, ce que révèlent les résultats des votations biennoises sur les crédits d'engagement pour le Théâtre Orchestre Bienne Soleure (TOBS) ainsi que pour la Bibliothèque municipale. Plus de 62% des votants ont accepté de soutenir le TOBS à hauteur de 16 millions de francs pour 2024 à 2027, soit 4 millions par année. Et plus de 78% ont approuvé les 8 millions de francs destinés à la Bibliothèque sur la même période.

«Cela représente un beau soutien pour la culture dans son ensemble, et particulièrement pour le TOBS qui a été fortement malmené ces derniers temps», réagit Glenda Gonzalez Bassi. La directrice de la Formation, de la culture et du sport souligne que l'écart entre les résultats des deux institutions n'a rien d'étonnant. En effet, la Bibliothèque fait partie des acteurs culturels les plus populaires, comme dans beaucoup de villes.

La conseillère municipale profite de remercier non seulement les Biennoises et Biennois qui se sont mobilisés, mais aussi les acteurs de la culture pour leur solidarité ainsi que «tous» les partis politiques également unis en faveur des crédits d'engagement. A l'exception de l'UDC, dont la campagne du non a battu son plein depuis la mi-septembre.

«Nous prenons acte d'un résultat qui ne nous surprend pas. Le combat s'annonçait difficile dans une ville majoritairement à gauche», rapporte le président de l'UDC biennoise, Patrick Widmer. «Avec 38% de non, le parti agrarien a toutefois pu obtenir un succès d'estime, bien supérieur à sa part électorale. C'est la preuve qu'il a touché une corde sensible avec sa critique des subventions culturelles, au-delà des frontières des partis», souligne-t-il.

Un soutien stable

Il semble pourtant que le positionnement de la population n'a pas changé, ou presque, au

fil des années. En effet, il y a quatre ans, le TOBS avait obtenu 65% de oui et la Bibliothèque 80%. En 2015, l'acceptation s'élevait respectivement à 62% et 77%. Quant à la participation, le taux n'a que légèrement augmenté, de 36,9% en 2019 à 40,5% cette année.

«Nous retenons surtout que, même dans un contexte défavorable financièrement, les Biennoises et Biennois tiennent à maintenir l'offre culturelle telle quelle», déduit Glenda Gonzalez Bassi. Selon elle, il faudra effectivement trouver des moyens d'assainir les finances biennoises, mais sans économiser sur la culture. Alors, comment? «Ce n'est pas le moment de traiter de ça. Nous allons néanmoins lancer des pistes de réflexion», répond la conseillère municipale.

Et de rappeler qu'en plus de participer à l'attractivité et à la cohésion sociale d'une ville bilingue et multiculturelle, la culture contribue aussi à l'économie locale. Le TOBS est, en effet, un grand employeur avec ses quelque 250 salariés. Il loue des infrastructures municipales et fait appel à des services de transports ou de catering. «Il existe, en outre, un effet multiplicateur de l'argent investi dans cette institution par le jeu de la subsidiarité et de la péréquation financière», ajoute Glenda Gonzalez Bassi.

Du côté du TOBS, le directeur Dieter Kaegi fait part de son soulagement. «Nous avons pris note des critiques et allons travailler à rendre notre institution encore plus ouverte au grand public», poursuit-il. Cela passera par des concerts accessibles aux jeunes et aux familles, mais aussi par des manifestations hors les murs, comme les représentations de cet été derrière la gare. Entre partenariat avec le HC Bienne et contact pris avec le HC Bienne, toutes les formules sont possibles, assure le metteur en scène. D'ailleurs, des discussions sont également entamées avec différents partenaires afin de rechercher différentes manières de se financer dans le futur. Car 2027 arrivera bien vite.



Glenda Gonzalez Bassi, directrice de la Culture, retient qu'il faudra assainir les finances biennoises sans économiser sur l'art.

Jonas Scheck

COMMENTAIRE

Trop d'argent, vraiment?

Le Souverain a tranché. Comme la quasi-totalité des partis, il a soutenu la culture à travers les crédits d'engagement en faveur du TOBS et de la Bibliothèque municipale, faisant fi de la campagne de l'UDC. Les Biennoises et Biennois montrent ainsi leur attachement à l'identité de leur ville, connue pour sa créativité foisonnante.

Cet appui importe d'autant plus dans une cité multiculturelle, car l'Art rapproche et encourage le dialogue. Or, l'attaque agrarienne contre le TOBS a le mérite d'ou-

vrir une discussion intéressante. En effet, même parmi les défenseurs de la culture, des murmures ont osé critiquer l'octroi de la moitié des subventions culturelles à une institution s'adressant davantage à une élite bourgeoise qu'aux amateurs d'art non conventionnel typiquement biennois.

Ce message est arrivé aux oreilles du TOBS. Il devra, plus que jamais, assumer la mission d'équilibriste de s'adresser à tout le monde. Un beau défi, déjà pris à bras-le-corps

notamment par l'engagement d'un chef d'orchestre principal plein d'idées fraîches. A n'en pas douter, l'esprit alternatif de Bienne saura s'insuffler même à l'opéra.

Outre ce point, peut-on vraiment parler d'une manne excessive pour le TOBS? Gardons en tête qu'une symphonie enflammée ne s'improvise pas comme on mimerait un décor. En outre, la subvention du TOBS n'a pas changé depuis 12 ans alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Les salaires de l'insti-

tution, représentant 80% de la subvention, n'ont pas bougé depuis. Alors qu'à Bienne, le budget pour la culture ne représente que 2% des dépenses municipales, une proportion en baisse.

D'un autre côté, le TOBS est l'un des formateurs pour les élèves de Culture-Etudes visant une carrière de musiciens ou chefs d'orchestre. Un investissement pour le futur. Bref, entre le rayonnement de la cité et le bien-être de sa population, la Ville a de quoi remercier les artistes. Et les rémunérer.



Maeva Pleines

Cédric Berberat siègera au conseil communal dès 2024

Valbirse Suite à la démission de Pierre-Michel Raetzo, l'Exécutif a dû organiser une élection complémentaire et c'est le candidat de Liste libre qui l'a emporté de justesse.

Céline Latscha

«Nous avons, autant Julie Bouchat d'Horizon solidaire que moi-même, des connaissances et des compétences à mettre au service de la commune», commente Cédric Berberat lorsqu'il vient d'apprendre sa victoire.

«Je savais que ça allait se jouer à quelques voix de différences (549 contre 491) et suis d'autant plus honoré d'avoir été choisi.»

Déjà fort engagé dans la vie de sa commune, en siégeant notamment au Conseil général depuis la fusion en 2015, le cinquantenaire se réjouit certes d'avoir

été élu, mais mesure également la responsabilité qui lui incombera. «En endossant le rôle de conseiller municipal, j'aurai bientôt eu toutes les fonctions possibles au sein des autorités locales», sourit-il. Quant au dicastère qu'il occupera, cela se décidera en temps voulu, en fonction

de l'ancienneté notamment et des affinités de chacun. «Pierre-Michel Raetzo était (et est encore) en charge du dicastère des écoles jusqu'à la fin de l'année. Il s'agit désormais d'un gros dossier, très complexe, qui touche finalement à tous les dicastères et demande une attention toute particulière, surtout depuis que la population a refusé le crédit d'engagement l'automne dernier», poursuit Cédric Berberat.

En effet, même si, de par sa profession (ingénieur en génie civil et chef de service pour le Jura bernois aux Ponts et Chaussées), ce dernier s'orienterait plutôt vers tout ce qui est technique, il s'intéresse de près à tout ce qui concerne Valbirse, comme



Cédric Berberat savoure sa victoire.

idd

la plupart de ses citoyens d'ailleurs.

«Avec 1040 votes pour cette élection communale, nous sommes à 42,7% de taux de participation et j'en suis ravi», confie Jacques-Henri Jufér, maire de la commune. «A Valbirse, nous ne sommes pas confrontés comme d'autres communes à un désengagement au niveau politique, et c'est une excellente nouvelle pour nous», poursuit-il. «Quand je vois que le nombre de candidats au Conseil national s'élève à plus de 770, je me demande pourquoi toutes ces personnes ne s'engagent pas plutôt au niveau local, pour agir où elles vivent, et y apporter leur contribution», conclut-il.